

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201383]

9 FEVRIER 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 1^{er} et 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne;

Vu le rapport du 28 avril 2016 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 octobre 2016;

Vu le protocole de négociation n° 713 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 28 octobre 2016;

Vu l'avis 60487/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 décembre 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Budget et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mai 2004 et 23 avril 2009, les mots « une cellule fiscale » sont remplacés par les mots « une cellule fiscale d'expertise et de support stratégique ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. La cellule assiste :

1^o le Gouvernement dans le transfert du service des impôts visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 4^o à 8^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, en collaboration avec le Secrétariat général, la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologie de l'Information et de la Communication et la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie;

2^o le Gouvernement dans l'élaboration et l'exécution de sa politique fiscale et dans la perception des impôts et taxes;

3^o le Gouvernement dans l'étude des législations, en projet ou existantes, en Belgique ou à l'étranger, susceptibles d'influencer l'exercice des compétences fiscales de la Région;

4^o le Gouvernement dans l'étude et la gestion du statut fiscal de la Région et les institutions wallonnes dans l'étude et la gestion de leur statut fiscal. »;

5^o le Ministre du Budget dans la mise en œuvre des réformes de l'Etat, en collaboration avec le comité monitoring.

Art. 3. Dans le même arrêté, sont insérés les articles 2bis à 2sexies rédigés comme suit :

« Art. 2bis. Dans le cadre de l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, la cellule :

1^o rédige un rapport, par groupe d'impôts, ayant pour objet l'opportunité de transférer à la Région le service des impôts régionaux;

2^o suit administrativement et techniquement la conclusion des accords de coopération relatifs au transfert du service des impôts régionaux;

3^o émet des recommandations ayant pour objet les modifications législatives et réglementaires nécessaires à l'établissement, au contrôle ou au recouvrement par la Région des impôts régionaux dont le service est transféré;

4^o propose un plan opérationnel de transfert à la Région des ressources humaines et des moyens informatiques et logistiques des services de l'Etat fédéral;

5^o émet des recommandations concernant l'organisation du transfert des services de l'Etat fédéral vers le Service public de Wallonie;

6^o propose une organisation des services transférés de l'Etat fédéral et les modifications à apporter, le cas échéant, à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie;

7^o organise le transfert des services de l'Etat fédéral vers le Service public de Wallonie.

Art. 2ter. Dans le cadre de l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, la cellule :

1^o détermine les moyens accordés à la Région par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

2^o détermine les moyens accordés à la Région par le décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

3^o suit la perception des dotations institutionnelles ou assimilées et l'actualisation des projections de ces dernières en fonction des paramètres les plus récents disponibles;

4° suit administrativement et techniquement les rapports et avis de la Cour des comptes et en analyse notamment la détermination :

a) des dépenses fiscales visées à l'article 35*decies* de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

b) de l'impôt Etat de l'exercice d'imposition 2015 sur la base des recettes perçues jusqu'au 31 décembre 2016 visé à l'article 5/2, § 1^{er}, alinéa 3, 2°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

c) des montants visés à l'article 54, § 1^{er}, alinéa 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

5° suit administrativement et techniquement la perception de l'impôt des personnes physiques régional wallon sur la base des documents transmis par l'Etat fédéral conformément à l'article 54/1 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés ou des Régions.

Art. 2*quater*. Dans le cadre de l'article 2, alinéa 1^{er}, 3°, la cellule :

1° analyse la législation fiscale de la Région et, sur demande du Ministre du Budget, rédige des avant-projets de décret et des projets d'arrêtés en matière fiscale, en collaboration avec la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie;

2° rédige et met à jour, en collaboration avec la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie, les circulaires, instructions et commentaires administratifs relatifs à la législation fiscale de la Région dans le but d'assurer l'homogénéité, la transparence et l'égalité dans l'application des textes fiscaux;

3° donne, sur demande du Gouvernement, des avis motivés sur les avant-projets de décret et les projets d'arrêtés susceptibles d'affecter la fiscalité de la Région, dans le but d'assurer la cohérence et la concordance des textes en matière de fiscalité wallonne;

4° suit administrativement et techniquement les avis facultatifs ou obligatoires donnés sur des avant-projets de décrets ou des projets d'arrêtés en matière fiscale;

5° suit administrativement et techniquement :

a) la procédure de concertation relative à l'applicabilité technique des modifications projetées concernant les impôts régionaux visés à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

b) la procédure de concertation concernant l'applicabilité technique de l'instauration de centimes additionnels différenciés ou de diminutions, réductions ou augmentations d'impôt ou de crédits d'impôt visés à l'article 5/1 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

c) la procédure d'avis portant sur le respect du principe de la progressivité de l'impôt visée à l'article 5/7 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

6° rédige les projets de réponse aux questions parlementaires en matière fiscale;

7° étudie et coordonne la gestion du contentieux fiscal wallon devant la Cour constitutionnelle et la Cour de justice de l'Union européenne;

8° collabore aux formations spécifiques en matière de fiscalité des membres du personnel de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie.

Art. 2*quinquies*. Dans le cadre de l'article 2, alinéa 1^{er}, 4°, la cellule :

1° étudie le financement de la Région par les recettes fiscales inscrites dans la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

2° étudie toute problématique ressortissant des compétences fiscales de la Région;

3° analyse et commente l'évolution de la fiscalité de l'Etat fédéral, des Régions, des Communautés, des provinces, des communes et des agglomérations de communes;

4° analyse et commente l'évolution des législations de l'Union européenne ou d'autres Etats, susceptibles d'avoir une influence sur l'exercice des compétences fiscales de la Région ou qui présentent un intérêt pour la législation fiscale de la Région;

5° recommande des projets de réforme fiscale;

6° examine les impacts budgétaires à court et moyen termes des propositions et des projets de mesures fiscales en Région wallonne, et leurs conséquences en terme d'organisation administrative et de procédure;

7° réalise, sur demande du Ministre du Budget, des études prospectives en matière de fiscalité régionale, en collaboration avec la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie;

8° assure le secrétariat du Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie conformément à l'article 7 du décret du 22 juillet 2010 créant un Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie.

Art. 2*sexies*. Dans le cadre de l'article 2, alinéa 1^{er}, 5°, la cellule :

1° coordonne les contacts de la Région et des institutions wallonnes qui le demandent, avec les administrations fiscales fédérales et locales gérant des impôts et taxes à charge de la Région ou de ces institutions;

2° veille à l'accomplissement des obligations fiscales légales de la Région et des institutions wallonnes qui le demandent;

3° étudie et coordonne la gestion du contentieux relatif à la situation fiscale de la Région et des institutions wallonnes qui le demandent;

4° collabore à la défense et à la préservation des intérêts de la Région en matière fiscale. ».

Art. 4. L'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. § 1^{er}. Un expert dirige la cellule et en assure la présidence.

L'expert visé à l'alinéa 1^{er} dispose d'une expérience de haut niveau d'au moins 15 ans en matière de fiscalité.

§ 2. Outre l'expert visé au paragraphe 1^{er}, le personnel de la cellule comprend :

1° neuf membres de niveau A, dont au moins deux issus du personnel statutaire de niveau A du Service public fédéral Finances;

2° deux membres de niveau B.

§ 3. Les personnes visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont désignées par le Gouvernement wallon, sur proposition du Ministre du Budget. ».

Art. 5. A l'article 7 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007 et modifié par l'arrêté du 23 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 9, les membres du personnel de la cellule qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement ou d'un service public reçoivent une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles suivantes applicables au personnel du Service public de Wallonie :

1° A2 pour le président;

2° A3 pour les 2 adjoints;

3° dans une échelle de niveau A pour le personnel de niveau A

3° dans une échelle de niveau B pour le personnel de niveau B. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. A l'exception du président et des deux adjoints, les membres du personnel visés au paragraphe 1^{er} bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation annuelle de Cabinet accordée aux membres du personnel des services du Gouvernement ou de tout service public, détachés dans les Cabinets en application de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en vigueur. »;

3° dans le paragraphe 3, le mot « fiscale » est abrogé.

Art. 6. A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « Si le personnel visé à l'article 5, § 2, literas c et d » sont remplacés par les mots « Si le membre du personnel visé à l'article 5, §§ 1^{er} et 2, »;

2° le paragraphe 2 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Pendant la période de détachement, l'agent désigné en tant que président bénéficie d'une allocation annuelle égale à la différence entre son échelle de traitements et l'échelle de traitements A2.

Pendant la période de détachement, les agents visés à l'article 7, § 1^{er}, 2°, bénéficient d'une allocation annuelle égale à la différence entre leur échelle de traitements et l'échelle de traitements A3. ».

Art. 7. A l'article 9 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les agents détachés visés à l'article 7, §§ 1^{er}, 1° et 2°, bénéficient d'une allocation annuelle égale à la différence entre l'échelle de traitements visée à l'article 7 et leur échelle de traitements.

Les agents détachés visés à l'article 5, § 2, bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation annuelle de Cabinet accordée aux membres du personnel des services du Gouvernement ou de tout service public, détachés dans les Cabinets en application de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en vigueur. »;

2° dans le paragraphe 3, 1°, les mots « prévue à l'article 9 » sont remplacés par les mots « et l'allocation prévue au paragraphe 1^{er} ».

Art. 8. L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Les membres du personnel de la cellule bénéficient uniquement des allocations prévues dans le présent arrêté. ».

Art. 9. Dans l'article 11 du même arrêté, les mots « à l'article 5, § 2, literas c et d, » sont remplacés par les mots « à l'article 5, §§ 1^{er} et 2, ».

Art. 10. A l'article 12 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, à l'alinéa 1^{er}, les mots « à l'article 5, § 2, du présent arrêté, » sont remplacés par les mots « à l'article 5, §§ 1^{er} et 2, »;

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le montant de l'indemnité est fixé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en vigueur. »;

3° dans le paragraphe 7, les mots « de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon » sont remplacés par les mots « de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en vigueur ».

Art. 11. Dans l'article 16 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009, le mot « fiscale » est à chaque fois abrogé.

Art. 12. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 février 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Énergie,
C. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/201383]

9. FEBRUAR 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 §§ 1 und 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region;

Aufgrund des Berichts vom 28. April 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 3. Oktober 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. Oktober 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. Oktober 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 28. Oktober 2016 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 713 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 19. Dezember 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 60487/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt und den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 und 23. April 2009, werden die Wörter "eine Zelle "Steuerwesen"" durch die Wörter "eine Zelle zur Begutachtung und strategischen Unterstützung des Steuerwesens" ersetzt.

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 2 - Die Zelle unterstützt:

1° die Regierung, in Zusammenarbeit mit dem Generalsekretariat, der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie und der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, bei der Übertragung des Dienstes der Steuern, die in Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 4 bis 8 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen genannt werden;

2° die Regierung bei der Ausarbeitung und Durchführung ihrer Steuerpolitik und bei der Eintreibung der Steuern und Abgaben;

3° die Regierung bei der Untersuchung der in Belgien oder im Ausland geplanten bzw. bereits bestehenden Regelwerke, die die Ausübung der steuerrechtlichen Befugnisse der Region beeinflussen könnten;

4° die Regierung bei der Untersuchung und Verwaltung des steuerrechtlichen Status der Region und die wallonischen Einrichtungen bei der Untersuchung und Verwaltung ihres eigenen steuerrechtlichen Status;

5° den Minister für Haushalt bei der Umsetzung der Staatsreformen, in Zusammenarbeit mit dem Monitoring-ausschuss."

Art. 3 - In denselben Erlass werden die Artikel 2bis bis 2sexies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 2bis - Im Rahmen von Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 1 muss die Zelle:

1° einen Bericht je nach Steuerkategorie betreffend die Zweckmäßigkeit der Übertragung des Dienstes der regionalen Steuern auf die Region verfassen;

2° den Abschluss der Zusammenarbeitsabkommen zur Übertragung des Dienstes der regionalen Steuern verwaltschaftlich und fachlich begleiten;

3° Empfehlungen abgeben über die gesetzlichen und verordnungsmäßigen Abänderungen, die zur Festlegung, Kontrolle oder zur Eintreibung durch die Region der regionalen Steuern, deren Dienst übertragen wird, erforderlich sind;

4° einen operativen Plan vorschlagen, um die menschlichen Ressourcen der Dienststellen des Föderalstaats sowie deren Mittel in Sachen Informatik und Logistik der Region zu übertragen;

5° Empfehlungen zur Organisation der Übertragung der Dienststellen des Föderalstaats auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie abgeben;

6° eine Organisation der übertragenen Dienststellen des Föderalstaats und die gegebenenfalls vorzunehmenden Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007 zur Festlegung des Stellenplans des Öffentlichen Dienstes der Wallonie vorschlagen;

7° die Übertragung der Dienststellen vom Föderalstaat auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie organisieren.

Art. 2ter - Im Rahmen von Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 2 muss die Zelle:

1° die Mittel bestimmen, die der Region durch das Sondergesetz vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen zugeschrieben werden;

2° die Mittel bestimmen, die der Region durch das Dekret vom 11. April 2014 über die Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission übertragen wird, zugeschrieben werden;

3° die Eintreibung der institutionellen oder gleichgestellten Dotationen und die Aktualisierung der Prognosen über Letztere anhand der neuesten zur Verfügung stehenden Parameter überwachen;

4° die Gutachten und Stellungnahmen des Rechnungshofes verwaltungstechnisch und fachlich überwachen und insbesondere die Art und Weise analysieren, wie darin folgende Werte ermittelt werden:

a) die steuerlichen Ausgaben nach Artikel 35*decies* des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen;

b) die Staatssteuer des Steuerjahres 2015 auf Basis der bis zum 31. Dezember 2016 eingezogenen Einnahmen, im Sinne von Artikel 5/2 § 1 Absatz 3 Ziffer 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen;

c) die in Artikel 54 § 1 Absatz 6 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen genannten Beträge;

5° die Eintreibung der wallonischen regionalen Steuer der natürlichen Personen auf Basis der vom Föderalstaat gemäß Artikel 54/1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen übermittelten Dokumente verwaltungstechnisch und fachlich überwachen.

Art. 2*quater* - Im Rahmen von Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 3 muss die Zelle:

1° die Steuergesetzgebung der Region analysieren und in Zusammenarbeit mit der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, auf Anfrage des Ministers für Haushalt hin, Dekretvorentwürfe und Erlassentwürfe in Sachen Steuerwesen erstellen;

2° in Zusammenarbeit mit der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die Verwaltungsgrundschriften, -anleitungen und -kommentare betreffend die Steuergesetzgebung der Region erstellen und fortschreiben mit dem Ziel, die Homogenität, Transparenz und Gleichheit bei der Anwendung der steuerrechtlichen Texte zu gewährleisten;

3° auf Anfrage der Regierung hin, mit Gründen versehene Stellungnahmen über die Dekretvorentwürfe und Erlassentwürfe abgeben, die das Steuerwesen der Region beeinflussen könnten, und dies mit dem Ziel, die Kohärenz und die Übereinstimmung der Texte im Bereich des wallonischen Steuerwesens zu sichern;

4° die fakultativen oder obligatorischen Stellungnahmen über Dekretvorentwürfe oder Erlassentwürfe in Sachen Steuerwesen verwaltungstechnisch und fachlich überwachen;

5° die folgenden Verfahren verwaltungstechnisch und fachlich überwachen:

a) das Konzertierungsverfahren in Bezug auf die technische Durchführbarkeit der geplanten Abänderungen betreffend die in Artikel 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen genannten regionalen Steuern;

b) das Konzertierungsverfahren betreffend die technische Durchführbarkeit der Einführung von differenzierten Zuschlaghundertsteln oder Steuerenkungen, -ermäßigungen oder -erhöhungen bzw. Steuergutschriften im Sinne von Artikel 5/1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen;

c) das Verfahren zur Abgabe von Stellungnahmen über die Einhaltung des Prinzips der Steuerprogression im Sinne von Artikel 5/7 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen;

6° die Entwürfe zur Beantwortung der parlamentarischen Anfragen in Sachen Steuerwesen abfassen;

7° die Abwicklung der wallonischen steuerrechtlichen Streitsachen vor dem Verfassungsgerichtshof oder vor dem Gerichtshof der Europäischen Union untersuchen und koordinieren;

8° an den spezifischen Ausbildungen in Sachen Steuerwesen der Personalmitglieder der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie mitwirken.

Art. 2*quinquies* - Im Rahmen von Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 4 muss die Zelle:

1° die Finanzierung der Region durch die im Sondergesetz vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen festgeschriebenen Steuereinnahmen untersuchen;

2° jede mit den steuerrechtlichen Befugnissen der Region verbundene Problematik untersuchen;

3° die Entwicklung des Steuerwesens des Föderalstaats, der Regionen, der Gemeinschaften, der Provinzen, der Gemeinden und der Gemeindeagglomerationen analysieren und kommentieren;

4° die Entwicklung der Gesetzgebung der Europäischen Union und in anderen Staaten, die einen Einfluss auf die Ausübung der steuerrechtlichen Befugnisse der Region haben könnten oder die ein Interesse für die Steuergesetzgebung der Region darstellen, analysieren und kommentieren;

5° Projekte für eine Steuerreform empfehlen;

6° die kurz- und mittelfristigen Haushaltsauswirkungen der Vorschläge und Entwürfe in Sachen steuerliche Maßnahmen in der Wallonischen Region sowie ihre Auswirkungen im Bereich der administrativen Organisation und Verfahren untersuchen;

7° auf Anfrage des Ministers für Haushalt und in Zusammenarbeit mit der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, prospektive Studien in Sachen regionale Steuern durchführen;

8° gemäß Artikel 7 des Dekrets vom 22. Juli 2010 zur Errichtung eines Rates für das Steuer- und Finanzwesen der Wallonie, das Sekretariat des Rates für das Steuer- und Finanzwesen der Wallonie übernehmen.

Art. 2*sexies* - Im Rahmen von Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 5 muss die Zelle:

1° die Kontakte der Region und der wallonischen Einrichtungen, die es beantragen, mit den föderalen und lokalen Steuerbehörden, die Steuern und Abgaben zu Lasten der Region oder dieser Einrichtungen führen, koordinieren;

2° auf die Erfüllung der gesetzlich festgelegten steuerrechtlichen Verpflichtungen der Region und der wallonischen Einrichtungen, die es beantragen, achten;

3° die Abwicklung der Streitsachen in Bezug auf die steuerrechtliche Situation der Region sowie der wallonischen Einrichtungen, die es beantragen, untersuchen und koordinieren;

4° an der Verteidigung und der Wahrung der Interessen der Region in Steuerfragen mitarbeiten.“

Art. 4 - Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 5 - § 1. Die Zelle wird von einem Sachverständigen geleitet, der deren Vorsitz übernimmt.

Der in Absatz 1 genannte Sachverständige verfügt über eine hochrangige Erfahrung von mindestens 15 Jahren im Bereich des Steuerwesens.

§ 2. Neben dem in § 1 genannten Sachverständigen umfasst das Personal der Zelle:

1° neun Mitglieder der Stufe A, von denen mindestens zwei aus dem statutarischen Personal des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen stammen;

2° zwei Mitglieder der Stufe B.

§ 3. Die in §§ 1 und 2 genannten Personen werden von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag des Ministers für Haushalt bestellt.“

Art. 5 - In Artikel 7 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007 und abgeändert durch den Erlass vom 23. April 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch Folgendes ersetzt:

« § 1. Unbeschadet von Artikel 9 erhalten die Personalmitglieder der Zelle, die nicht dem Personal der Dienststellen der Regierung oder eines öffentlichen Dienstes angehören, eine das Gehalt ersetzende Zuwendung, die innerhalb der folgenden, auf das Personal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie anwendbaren Gehaltstabellen festgesetzt wird:

1° A2 für den Vorsitzenden;

2° A3 für die 2 Beigeordneten;

3° innerhalb einer Gehaltstabelle der Stufe A für das Personal der Stufe A

4° innerhalb einer Gehaltstabelle der Stufe B für das Personal der Stufe B.“;

2° § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“ § 2. Abgesehen vom Vorsitzenden und den zwei Beigeordneten erhalten die Personalmitglieder nach § 1 eine jährliche Zuwendung, die der jährlichen Kabinettszuwendung entspricht, die den Mitarbeitern der Dienststellen der Regierung oder jegliches öffentlichen Dienstes gewährt wird, die in Anwendung des geltenden Erlasses der Wallonischen Regierung über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung in die Kabinette entsandt werden.“;

3° In § 3 wird das Wort “Steuerwesen” gestrichen.

Art. 6 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In § 1 werden die Wörter “Wenn das in Artikel 5, § 2, unter c und d erwähnte Personal” durch die Wörter “Wenn das in Artikel 5 §§ 1 und 2 erwähnte Personalmitglied” ersetzt;

2° § 2 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Während der Entsendungszeit erhält der zum Vorsitzenden bestellte Bedienstete eine jährliche Zuwendung, die dem Unterschied zwischen seiner eigenen Gehaltstabelle und der Gehaltstabelle A2 entspricht.

Während der Entsendungszeit erhalten die in Artikel 7 § 1 Ziffer 2 erwähnten Bediensteten eine jährliche Zuwendung, die dem Unterschied zwischen ihrer eigenen Gehaltstabelle und der Gehaltstabelle A3 entspricht.“

Art. 7 - In Artikel 9 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007 und abgeändert durch den Erlass vom 23. April 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“ § 1. Die entsandten Bediensteten nach Artikel 7 § 1 Ziffer 1 und 2 erhalten eine jährliche Zuwendung, die dem Unterschied zwischen der in Artikel 7 erwähnten Gehaltstabelle und ihrer eigenen Gehaltstabelle entspricht.

Die entsandten Bediensteten nach Artikel 5 § 2 erhalten eine jährliche Zuwendung, die der jährlichen Kabinettszuwendung entspricht, die den Mitarbeitern der Dienststellen der Regierung oder jegliches öffentlichen Dienstes gewährt wird, die in Anwendung des geltenden Erlasses der Wallonischen Regierung über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung in die Kabinette entsandt werden.“;

2° In § 3 Ziffer 1 werden die Wörter “die in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehene, ggf. erhöhte jährliche Zuwendung” durch “die jährliche und die in § 1 vorgesehene Zuwendung” ersetzt.

Art. 8 - Art. 10 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt :

“Art. 10 - Die Personalmitglieder der Zelle haben nur Anspruch auf die Zuwendungen, die im vorliegenden Erlass vorgesehen sind.“

Art. 9 - In Artikel 11 desselben Erlasses werden die Wörter “in Artikel 5, § 2, unter c und d” durch die Wörter “in Artikel 5 §§ 1 und 2” ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 12 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In § 2 Absatz 1 werden die Wörter “in Artikel 5 § 2 des vorliegenden Erlasses” durch die Wörter “in Artikel 5 §§ 1 und 2” ersetzt;

2° In § 2 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

“Die Höhe der Vergütung wird nach Maßgabe des geltenden Erlasses der Wallonischen Regierung über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung festgesetzt.“;

3° In § 7 werden die Wörter “des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung” durch die Wörter “des geltenden Erlasses der Wallonischen Regierung über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung” ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 16 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009, wird das Wort “Steuerwesen” jeweils gestrichen.

Art. 12 - Der Minister für Haushalt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Februar 2017

Der Ministerpräsident,
P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung und die Energie,
C. LACROIX

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201383]

9 FEBRUARI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel van het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 87, §§ 1 en 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel van het Waalse Gewest;

Gelet op het verslag van 28 april 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 oktober 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 oktober 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 oktober 2016;

Gelet op onderhandelingsprotocol nr. 713 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 28 september 2016;

Gelet op advies nr. 60487/4 van de Raad van State, gegeven op 19 december 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^b, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel van het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 mei 2004 en 23 april 2009, worden de woorden "een fiscale cel" vervangen door de woorden "een fiscale cel voor beleidsexpertise en ondersteuning".

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009, wordt vervangen als volgt :

"Art. 2. De cel zorgt voor het bijstaan van:

1^o de Regering bij de overdracht van de dienst van de belastingen bedoeld in artikel 3, eerste lid, 4^o tot 8^o, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, in samenwerking met het Secretariaat-generaal, het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie en het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst;

2^o de Regering bij de uitwerking en de uitvoering van haar fiscaal beleid en bij de inning van de belastingen en taksen;

3^o de Regering bij het onderzoek van de ontworpen of bestaande wetgevingen in België of in het buitenland die de uitoefening van de fiscale bevoegdheden van het Gewest zouden kunnen beïnvloeden;

4^o de Regering bij het onderzoek en het beheer van het fiscaal statuut van het Gewest en de Waalse instellingen in het onderzoek en het beheer van hun eigen fiscaal statuut.;"

5^o de Minister van Begroting bij de uitvoering van de Staatshervormingen, in samenwerking met het monitoringscomité.

Art. 3. In hetzelfde besluit worden de artikelen *2bis* tot *2sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *2bis*. In het kader van artikel 2, eerste lid, 1^o, vervult de cel de volgende opdrachten :

1^o per groep van belastingen maakt ze een verslag op met als doel de mogelijkheid om de dienst van de gewestelijke belastingen naar het Gewest over te dragen;

2^o ze volgt op administratieve en technische wijze het sluiten van de samenwerkingsovereenkomsten betreffende de overdracht van de dienst van de gewestelijke belastingen;

3^o ze oppert aanbevelingen over de wetgevende en reglementaire wijzigingen die nodig zijn voor de vastlegging, de controle of de inning door het Gewest van de gewestelijke belastingen waarvan de dienst is overgedragen;

4^o ze stelt een operationeel plan voor betreffende de overdracht naar het Gewest van personeel en van de logistieke en informaticamiddelen van de diensten van de federale Staat;

5^o ze oppert aanbevelingen betreffende de organisatie van de overdracht van de diensten van de federale Staat naar de Waalse Overheidsdienst;

6^o ze stelt een organisatie voor van de overgedragen diensten van de federale Staat en de in voorkomend geval aan te brengen wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007 betreffende de personeelsformatie van de Waalse Overheidsdienst;

7^o ze organiseert de overdracht van de diensten van de federale Staat naar de Waalse Overheidsdienst.

Art. *2ter*. In het kader van artikel 2, eerste lid, 2^o, vervult de cel de volgende opdrachten :

1^o ze bepaalt de middelen die bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten aan het Gewest worden toegekend;

2^o ze bepaalt de middelen die bij het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt, aan het Gewest zijn toegekend;

3^o ze volgt de inning van de institutionele of daarmee gelijkgestelde dotaties en de actualisering van de prognoses van bedoelde dotaties naar gelang van de meest recente beschikbare parameters;

4° ze volgt op administratieve en technische wijze de verslagen en adviezen van het Rekenhof en analyseert met name de bepaling van :

a) de fiscale uitgaven bedoeld in artikel 35*decies* van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

b) de rijksbelasting van het belastingjaar 2015 op grond van de ontvangsten geïnd tot 31 december 2016 bedoeld in artikel 5/2, § 1, derde lid, 2°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

c) de bedragen bedoeld in artikel 54, § 1, zesde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

5° ze volgt op administratieve en technische wijze de inning van de personenbelasting van het Waalse Gewest op grond van de documenten overgedragen door de federale Staat overeenkomstig artikel 54/1 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Art. 2*quater*. In het kader van artikel 2, eerste lid, 3°, vervult de cel de volgende opdrachten :

1° ze analyseert de fiscale wetgeving van het Gewest en stelt, op verzoek van de Minister van Begroting, voorontwerpen van decreet en ontwerp-besluiten inzake fiscaliteit op in samenwerking met het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst;

2° in samenwerking met het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst stelt ze de omzendbrieven, administratieve voorschriften en commentaren op en werkt ze bij om de homogeniteit, de transparantie en de gelijkheid in de toepassing van de fiscale teksten te waarborgen;

3° ze geeft op verzoek van de Regering gemotiveerde adviezen over de voorontwerpen van decreet en de ontwerp-besluiten die een invloed op de fiscaliteit van het Gewest zouden kunnen hebben;

4° ze volgt op administratieve en technische wijze de facultatieve of verplichte adviezen gegeven over de voorontwerpen van decreet of ontwerp-besluiten inzake fiscaliteit;

5° ze volgt op administratieve en technische wijze :

a) de overlegprocedure betreffende de technische toepasselijkheid van de ontworpen wijzigingen betreffende de gewestelijke belastingen bedoeld in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

b) de overlegprocedure betreffende de technische toepasselijkheid van de invoering van gedifferentieerde opcentiemen of van verlagingen, verminderingen of verhogingen van belastingen of belastingkredieten bedoeld in artikel 5/1 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

c) de adviesprocedure over de naleving van het principe van het progressieve karakter van belastingen bedoeld in artikel 5/7 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

6° ze stelt de ontwerpen van antwoord op de parlementaire vragen over fiscale aangelegenheden op;

7° ze onderzoekt en coördineert het beheer van de geschillen over de Waalse fiscaliteit voor het Grondwettelijk Hof en het Hof van Justitie van de Europese Unie;

8° ze werkt samen aan de specifieke opleidingen inzake fiscaliteit van de personeelsleden van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 2*quinquies*. In het kader van artikel 2, eerste lid, 4°, vervult de cel de volgende opdrachten :

1° ze onderzoekt de financiering van het Gewest door de fiscale ontvangsten opgenomen in de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

2° ze onderzoekt elke problematiek die onder de fiscale bevoegdheden van het Waalse Gewest valt;

3° ze analyseert en commentarieert de ontwikkeling van de fiscaliteit van de federale Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten en de agglomeraties van gemeenten;

4° ze analyseert en commentarieert de ontwikkeling van de wetgevingen van de Europese Unie of van andere Staten, die een invloed zouden kunnen hebben op de uitoefening van de fiscale bevoegdheden van het Waalse Gewest of die van belang zijn voor de fiscale wetgeving van het Waalse Gewest;

5° ze beveelt ontwerpen van fiscale hervorming aan;

6° ze onderzoekt de budgettaire impacten op korte en middellange termijn van de voorstellen en ontwerpen van fiscale maatregelen in het Waalse Gewest en hun gevolgen in termen van administratieve organisatie en procedure;

7° op verzoek van de Minister van Begroting voert ze prospectieve onderzoeken inzake gewestelijke fiscaliteit uit in samenwerking met het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst;

8° ze zorgt voor het secretariaat van de "Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie" (Raad van de Fiscaliteit en de Financiën van Wallonië) overeenkomstig artikel 7 van het decreet van 22 juli 2010 houdende oprichting van een "Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie".

Art. 2*sexies*. In het kader van artikel 2, eerste lid, 5°, vervult de cel de volgende opdrachten :

1° ze coördineert de contacten van het Gewest en van de Waalse instellingen die erom verzoeken, met de federale en plaatselijke fiscale administraties die belastingen en heffingen ten laste van het Gewest of van die instellingen beheren;

2° ze zorgt voor het vervullen van de fiscale wettelijke verplichtingen van het Gewest en van de Waalse instellingen die erom verzoeken;

3° ze onderzoekt en coördineert het beheer van de geschillen over de fiscale toestand van het Gewest en van de Waalse instellingen die erom verzoeken;

4° ze werkt samen aan de verdediging en het behoud van de belangen van het Gewest inzake fiscaliteit."

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

"Art. 5. § 1. De cel wordt door een deskundige geleid en voorgezeten.

De in het eerste lid bedoelde deskundige heeft een ervaring op hoog niveau van minstens 15 jaar inzake fiscaliteit.

§ 2. Naast de in § 1 bedoelde deskundige bestaat het personeel van de cel uit :

1° negen leden van niveau A, onder wie minstens twee uit het statutaire personeel van niveau A van de Federale Overheidsdienst Financiën;

2° twee leden van niveau B.

§ 3. De in §§ 1 en 2 bedoelde personen worden door de Waalse Regering op voorstel van de Minister van Begroting aangewezen.”.

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007 en gewijzigd bij het besluit van 23 april 2009, wordt vervangen als volgt :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

”§ 1. Onverminderd artikel 9 wordt er aan de personeelsleden van de cel die niet deel uitmaken van het personeel van de diensten van de Regering of van een overheidsdienst een toelage verleend die in de plaats komt van de wedde vastgelegd in de hiernavolgende weddeschalen geldend voor het personeel van de Waalse Overheidsdienst :

1° A2 voor de voorzitter;

2° A3 voor de 2 adjuncten;

3° in een weddeschaal van niveau A voor het personeel van niveau A

3° in een weddeschaal van niveau B voor het personeel van niveau B.”;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

”§ 2. Met uitzondering van de voorzitter en van de twee adjuncten genieten de personeelsleden bedoeld in § 1 een jaarlijkse toelage die gelijkstaat met de jaarlijkse kabinetstoelage toegekend aan de personeelsleden van de diensten van de Regering of van elke overheidsdienst gedetacheerd in de kabinetten overeenkomstig het vigerende besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.”;

3° in § 3 wordt het woord “fiscale” opgeheven.

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 worden de woorden “Indien het personeel bedoeld in artikel 5, § 2, letters c en d” vervangen door de woorden “Indien het personeel bedoeld in artikel 5, §§ 1 en 2.”;

2° § 2 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

”Tijdens de detachingsperiode geniet de als voorzitter aangewezen ambtenaar een jaarlijkse toelage gelijk aan het verschil tussen zijn weddeschaal en de weddeschaal A2.

Tijdens de detachingsperiode genieten de in artikel 7, § 1, 2°, bedoelde ambtenaren een jaarlijkse toelage gelijk aan het verschil tussen hun weddeschaal en de weddeschaal A3.”.

Art. 7. Artikel 9 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007 en gewijzigd bij het besluit van 23 april 2009, wordt vervangen als volgt :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

”§ 1. De in artikel 7, §§ 1 en 2, bedoelde gedetacheerde ambtenaren genieten een jaarlijkse toelage gelijk aan het verschil tussen de weddeschaal bedoeld in artikel 7 en hun weddeschaal.

De in artikel 5, § 2, bedoelde ambtenaren genieten een jaarlijkse toelage gelijkwaardig aan de kabinetstoelage toegekend aan de personeelsleden van de diensten van de Regering of van elke overheidsdienst gedetacheerd in de kabinetten overeenkomstig het vigerende besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.”;

2° in § 3, 1°, worden de woorden “de in artikel 9 bedoelde jaarlijkse toelage” vervangen door de woorden “de jaarlijkse toelage en de in § 1 bedoelde toelage”.

Art. 8. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

”Art. 10. De personeelsleden van de cel genieten enkel de in dit besluit bedoelde toelagen.”.

Art. 9. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden “in artikel 5, § 2, letters c en d,” vervangen door de woorden “in artikel 5, §§ 1 en 2.”.

Art. 10. Artikel 12 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007 en gewijzigd bij het besluit van 23 april 2009, wordt vervangen als volgt :

1° in § 2, eerste lid, worden de woorden “in artikel 5, § 2, van dit besluit ” vervangen door de woorden “in artikel 5, §§ 1 en 2.”.

2° in § 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

”Het bedrag van de toelage wordt vastgelegd overeenkomstig het vigerende besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.”;

3° in § 7 worden de woorden “van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering” vervangen door de woorden “van het vigerende besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering”.

Art. 11. In artikel 16 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009, wordt het woord “fiscale” telkens opgeheven.

Art. 12. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namur, 9 februari 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Energie,

C. LACROIX